

RÉFORME DU LYCÉE ET DU BACCALAURÉAT

DANGER GRAVE ET IMMINENT

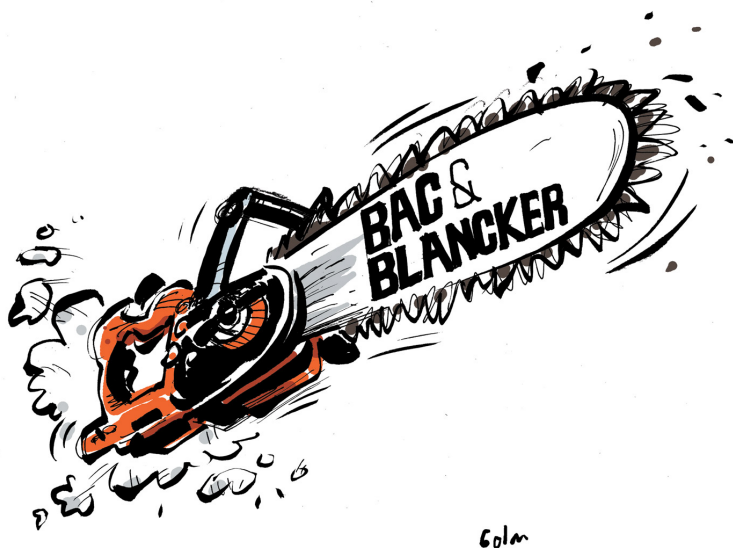
Le ministre Blanquer promettait la liberté de choix aux élèves et un « remusclage du baccalauréat ». A l'arrivée, c'est exactement le contraire.

Le ministre a mis en place le contrôle continu généralisé pour la deuxième année consécutive. C'est l'inégalité à tous les étages, entre les lycées, les élèves, les disciplines, la concurrence exacerbée érigée en règle de fonctionnement. Alors oui, les professeurs, les lycéens, les parents sont en état de légitime défense contre ces réformes qui constituent un danger grave et imminent contre le diplôme national et l'instruction. C'est un danger grave et imminent contre le premier grade universitaire qui permet l'accès à la filière de son choix.

UN BACCALAURÉAT LOCAL SOUS CONTRÔLE CONTINU, UNE ÉVALUATION PERMANENTE CONTRE LE DIPLÔME

Pour le ministre, c'est l'évaluation permanente aux dépens des heures de cours et sans l'égalité des candidats face à l'examen. C'est ce que disent les lycéens quant au contrôle continu, « cela crée un stress immense chez les élèves qui ont peur que leurs résultats ne leur permettent pas d'accéder à la fac ». Ils ont raison. C'est ce que dénoncent les professeurs, car en transformant le baccalauréat pour la deuxième année consécutive en un simple certificat de fin d'études, le ministre casse l'architecture du système éducatif français qui a fait ses preuves.

Les professeurs du lycée Jean Monnet de Crépy-en-Valois dans l'Oise le disent très clairement : « Un « baccalauréat » au contrôle continu, c'est l'examen permanent, le stress permanent, ce sont les fondements de nos pratiques pédagogiques qui sont battues en brèche lorsque les élèves se voient retirer tout droit à l'erreur. Comment le ministre peut-il encore parler de la « bienveillance » que « nous devons aux élèves » ? Un « baccalauréat » au contrôle continu, c'est aussi l'exposition des professeurs à des



réclamations incessantes des élèves et de leurs familles, sans compter les possibles pressions de chefs d'établissement. »

En gros, ce qui est stressant, ce n'est pas de passer des épreuves, mais de ne pas savoir de quoi l'avenir sera fait, de remplir Parcoursup en sachant que son choix ne sera pas respecté.

DES PRESSIONS À TOUS LES NIVEAUX POUR « BOOSTER » LES NOTES

Les professeurs sont convoqués pour ajuster leur moyenne. On leur propose des devoirs en ligne, des QCM, tout devrait être fait afin que la note de contrôle continu soit réévaluée. Mais les professeurs n'acceptent pas, ils défendent l'instruction due aux élèves et le baccalauréat pour que chaque élève puisse réussir.

Ce n'est pas ce qui est prévu et que le ministre vient de réaffirmer dans le BO du 12 mars, tout en contrôle continu prévoit-il sauf pour... les établissements hors contrat !

UN BACCALURÉAT DÉCRIÉ CHAQUE ANNÉE QUE LE MINISTRE VEUT LIQUIDER

« Faut-il garder un monument de la culture française ? », « monument historique mais exerce particulièrement coûteux ». Oui, le diplôme a un coût et c'est normal. C'est le coût des épreuves ponctuelles, anonymes et terminales avec ses 4 500 centres d'examen, ses plus de 170 000 correcteurs et les 4 millions de copies à corriger. Le ministre voudrait en faire table rase. Trop cher, ou trop républicain ? En tout cas, Blanquer prévoit de supprimer tout cela.

UN BACCALURÉAT QUI TIENT TOUT L'ÉDIFICE SCOLAIRE

Les élèves de 3^{ème} et leurs parents savent bien que les épreuves du DNB 2020 ont été purement et simplement annulées en 2020 au profit du contrôle continu. Si le baccalauréat est en contrôle continu, pourquoi maintenir les épreuves du DNB fin juin, dans les conditions de l'examen ? Rien ne s'oppose à des épreuves terminales nationales, ponctuelles et anonymes, rien sauf la volonté du gouvernement de détruire le baccalauréat

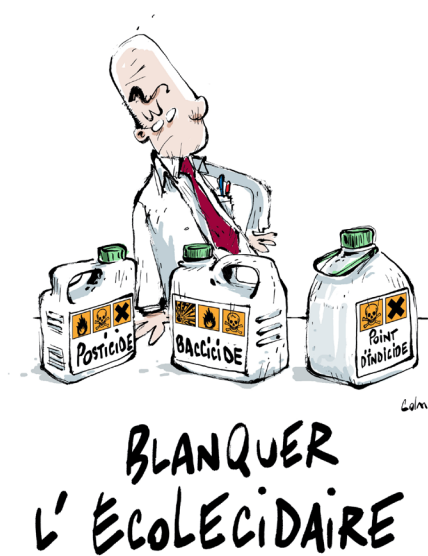
Quand le ministre Blanquer rend 200 millions, Bercy se frotte les mains. Le patronat aussi. Le gouvernement lui livre clefs en main une main d'œuvre titulaire d'un diplôme sans valeur nationale. Le baccalauréat 2021 durerait 4 heures et 20 minutes... (épreuves de philosophie et grand oral) mais les vœux dans Parcoursup sont terminés, les moyennes doivent être mises dans trois semaines. Jamais sélection n'a été aussi rude pour les jeunes.

Mais c'est sans compter sur la résistance des personnels. Le 12 janvier, SNES-FSU, SNFOLC, CGT Educ'action, SUD Education, SNALC et SNCL-FAEN « réaffirment leur attachement aux épreuves terminales, nationales, ponctuelles et anonymes, garantes de la valeur nationale du diplôme et de l'égalité des candidats face à l'examen. Elles demandent leur rétablissement dès cette année et l'abandon du contrôle continu. » Tout comme l'intersyndicale de Rouen (FSU, FO, CGT, SUD, SNCL)

pour manifester devant le rectorat ; le 17 mars : « Le gouvernement se sert du COVID pour accélérer toutes les contre-réformes, et Blanquer voudrait maintenant liquider définitivement le BAC en le remplaçant par du contrôle continu local. La fin du BAC signifierait la fin du cadre national des programmes, du même droit à l'instruction pour tous. »

LE SNFOLC APPELE À AMPLIFIER LA MOBILISATION PARTOUT

La destruction du baccalauréat signifierait la fin de disciplines entières, et des suppressions de milliers d'heures de cours et de postes, en collèges et lycées, car un enseignement non suivi dans les lycées, c'est sa fin dans les collèges. Les langues anciennes, beaucoup de langues vivantes sont dans le collimateur. Elle signifierait aussi la fin du libre accès à l'enseignement supérieur pour des millions d'élèves. Ce n'est pas cela l'Ecole de la République. C'est maintenant que ça se joue : le SNFOLC, avec sa fédération, appelle les personnels des lycées et collèges, les parents, les lycéens, à se réunir pour prendre position et exiger le rétablissement du baccalauréat dès la session de juin 2021.



**LE CONTRÔLE CONTINU, C'EST NON ! NON AU BACCALURÉAT LOCAL !
OUI À L'ACCÈS AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES
NON À LA MISE AU PAS DES PROFESSEURS
RETOUR AUX ÉPREUVES TERMINALES, NATIONALES, ANONYMES ET PONCTUELLES !**